

Sortie de l'euro – Les réponses aux cassandres

Par richard Garcia

Candidat FN aux cantonales Antibes Centre

Introduction

L'euro est mort mais il ne le sait pas encore...

“Les experts” se sont trompés :

Le PS et l'UMP nous promettaient croissance, emploi et sécurité. La zone euro est la première à être entrée en récession, la dernière à en sortir, le chômage a explosé, les entreprises ferment et sont délocalisées hors de la zone euro, l'insécurité explose liée à la fois à la crise économique et à une immigration anarchique.

Jean Claude Trichet, le patron de la banque centrale européenne expliquait il y a des années que jamais le FMI ne débarquerait en zone euro au motif théorique que les interventions du FMI étaient destinées à sauver les pays d'une crise de balance des paiements ce qui ne pourrait jamais arriver sur notre bon vieux continent puisque avec l'euro tous les pays de la zone sont justement à l'abri d'une crise des paiements extérieurs

Aujourd'hui, la mécanique infernale conduisant à la mort de l'euro semble impossible à arrêter. Sept mois après la Grèce c'est au tour de l'Irlande d'accueillir les experts du FMI et de procéder à une restructuration de ses finances publiques.

Le Portugal, l'Espagne sont dans le collimateur. La France n'est plus très loin...

Le scénario implacable est désormais facile à écrire : dans six mois, ou dans un an, le Portugal recevra à son tour l'aide du FMI et l'Espagne suivra.

L'Espagne et le Portugal ont connu une croissance phénoménale ces dix dernières années mais en trompe l'oeil : basée sur une forte consommation intérieure, un boom de l'immobilier et le développement du tourisme. Le commerce extérieur, dans ces deux pays, représente moins de 30% du PIB, la consommation entre 60 et 65%.

L'industrie y représente 17 % de la valeur ajoutée, environ.

Ils ne disposent donc ni l'un ni l'autre, de véritables relais de croissance.

A court terme ces 2 pays vont connaître une croissance lente, insuffisante pour résorber les déficits qui vont prendre une proportion considérable par rapport à la richesse nationale. L'attaque des marchés n'en sera que plus forte.

Le premier problème est politique : les français et les allemands sont-ils prêts ou non à payer pour leur voisins ?

Et comment payer ? Les caisses sont vides. Il faudra alors emprunter pour prêter à nos voisins ce qui fragilisera d'autant notre situation.

Le deuxième problème est monétaire. Que peut faire la BCE, dont la seule arme est celle des taux directeurs, dans une zone économique où les taux longs vont de 2,6% pour l'Allemagne à 10% pour la Grèce ?

Les gouvernements européens donnent le spectacle affligeant de leur incapacité et on se dit qu'à moins d'un miracle sur la croissance mondiale, l'euro ne survivra pas à cette crise.

Ce qui nous guette pour faire survivre l'euro :

- Une austérité inimaginable : baisse des salaires et des retraites, diminution des prestations sociales (voir la Grèce, l'Irlande et l'Espagne)

- Une hausse des taux d'intérêts. La dégradation de notre notation engendrera mécaniquement une hausse des taux augmentant d'autant notre dette.

3 points de plus de taux d'intérêt, c'est 50 milliards d'euros de plus à rembourser chaque année ! d'où encore plus d'économie et d'austérité.

- Un effondrement de la croissance : la croissance de notre pays, contrairement à l'Allemagne, repose sur la consommation intérieure. Une baisse des salaires et des prestations sociales et c'est une récession forte assurée.

Les gouvernements européens et les partis politiques UMP et PS sont prêts à sacrifier leurs peuples plutôt que reconnaître que l'euro était une erreur.

L'euro est de toute façon structurellement condamné. Seul une sortie organisée peut nous permettre d'éviter le pire.

Malgré cela les « Elites » nous prédisent la ruine des Français et du pays en cas de sortie de l'euro. C'est faux. Mais on peut s'attendre à un lavage de cerveau en règle en 2011 sur les médias pour effrayer les Français, seul le front national en tant que grand parti défendant cette solution de sortie de l'euro.

Pour convaincre nos compatriotes, il faut être crédible. Voici donc les réponses aux principales objections des talibans de l'euro.

1°) La sortie de l'euro va créer de l'inflation

Cette inflation serait créée par la dévaluation de la monnaie, les produits importés coûtant plus cher.

Une sortie de l'euro provoquerait certes une dévaluation de l'ordre de 15 % par rapport au Mark mais une réévaluation par rapport à l'Espagne, l'Italie et le Portugal par exemple de l'ordre de 15 % également.

Certains produits seraient plus chers mais d'autres moins.

Quand à l'essence, elle monterait modérément son prix étant en majorité constitué de taxes (environ 60 %) et du raffinage (fait en France).

Cette inflation modeste sera très rapidement accompagnée d'une baisse du chômage, les produits Français redevenant compétitifs à l'exportation.

Une baisse du chômage permettra de baisser les charges sur les entreprises donc de jouer soit sur la baisse des prix soit sur la hausse des salaires.

Le pouvoir d'achat des Français devrait donc rapidement augmenter.

2°) La sortie de l'euro va faire monter les taux d'intérêts et notre dette

Voici une objection forte.

Il est vrai que même si à long terme, un retour aux monnaies nationales, en favorisant la croissance, devrait rassurer les marchés, dans un premier temps, leur réaction sera négative et ils sanctionneront notre décision de sortir de l'euro, surtout si nous décidons de convertir notre dette publique autoritairement en franc pour éviter toute augmentation suite aux fluctuations monétaires.

Cette hausse des taux augmentera théoriquement le coût de notre dette. Mais la nouvelle autonomie de la politique monétaire française permettra, en abrogeant la loi de 1973, à la Banque de France de financer le Trésor Public, comme aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou au Japon, nous protégeant alors des humeurs du marché.

Nous retrouverons ainsi notre indépendance monétaire. En ne nous refinançant plus sur le marché, nous pourrons ainsi rembourser progressivement nos dettes au lieu de continuer à nous endetter.

Rappelons que depuis 1973, la France a payé 1.300 milliards d'euros d'intérêts aux marchés soit 85% de notre dette actuelle.

Sans la loi de 1973, la dette de la France serait ridicule (environ 300 milliards d'euros).

Devant le retour de la croissance, la tension sur les taux diminuera de toute façon rapidement.

Nous pouvons répliquer également que rester dans l'euro va faire de toute façon exploser nos taux d'intérêts (voir introduction) et il n'y aura alors plus de plan B.

3°) C'est techniquement impossible et très cher

Faux : Revenir aux monnaies nationales serait un véritable jeu d'enfant, beaucoup plus facile que le passage à l'euro. Un choix qui serait loin d'être un dangereux saut dans l'inconnu. Il y a des précédents, en Tchécoslovaquie ou dans l'ancienne URSS qui montrent que la chose est à la fois relativement simple et peu coûteuse selon les mots même de partisans de l'intégration européenne.

4°) C'est un repli identitaire. La fin de la concertation européenne

Faux : Le retour des monnaies nationales ne signifie pas la fin de toute politique monétaire européenne. L'euro pourrait être conservé comme monnaie commune de réserve. Elle serait, comme avant 1999, une unité de compte composée de fractions des monnaies nationales. Ainsi, elle faciliterait le travail des entreprises du continent.

L'Europe pourrait également mettre en place une Zone Européenne Financière en rétablissant un contrôle des changes pour mieux réglementer la finance.

Nous pourrions ainsi mieux nous protéger des crises financières venues d'ailleurs. Nous pourrions mettre en place une taxation sur les transactions financières dont les profits pourraient par exemple être utilisés pour développer les pays africains et fixer chez eux les candidats à l'immigration.

5°) Les dévaluations compétitives vont apporter la misère

Faux : Tout d'abord, les dévaluations et les réévaluations au sein du SME dans les années 1970 et 1980 n'ont pas apporté la désolation, loin de là, puisque la croissance y était beaucoup plus forte qu'aujourd'hui.

Selon les chiffres de l'OCDE, la croissance annuelle de la France était de 2,3% dans les années 80, contre 1,5% dans les années 2000 (2,6 et 0,5% pour l'Italie, 2 et 0,8% pour l'Allemagne). Bref, que ce soit pour les pays qui dévaluaient comme pour ceux qui réévaluaient, cela ne semblait pas avoir d'effet négatif pour la croissance... D'ailleurs, beaucoup de pays ont recours à la dévaluation pour relancer leur économie.

En outre, alors qu'un régime de monnaie unique pousse à la compression des salaires, on peut argumenter que des changes ajustables sont plus favorables aux hausses de salaire. En effet, un pays dont les salaires progressent plus vite que ses voisins peut ajuster son taux de change pour regagner en compétitivité. En

fait, la possibilité d'ajustement monétaire peut favoriser la progression des salaires.

Enfin, les mouvements monétaires resteraient limités, surtout pour la France, puisque si le franc perdrait de la valeur par rapport au mark, il en gagnerait par rapport à la peseta ou à la lire. On peut parfaitement imaginer que le nouveau franc conserverait sa parité avec l'euro, le mark passant à 1,1 ou 1,15 euros mais la peseta et la lire tombant à 0,85 ou 0,9 euros. Bref, ce ne serait pas la révolution ou le chaos que certains décrivent, juste des ajustements bienvenus vu l'évolution des coûts salariaux.

6°) il est impossible de quitter l'euro

Y a t il une possibilité légale de quitter l'euro puisque rien n'est prévu dans les traités européens ?

Ces traités indiquent même que les autres pays sont destinés à rejoindre la zone euro mais la Grande Bretagne, la Suède ou le Danemark ne semblent pas très pressés d'y entrer...

Alors que la zone euro enregistre une croissance de 1,6 % en 2010, le Danemark affiche 2,2 % et la suède 4 %. Ces deux pays ont laissé leur monnaie se déprécier pour relancer leur croissance.

La dépréciation de la livre a permis à la Grande-Bretagne d'amortir une crise qui aurait du être beaucoup plus sévère que sur le continent.

La France pourrait utiliser le traité de Vienne pour quitter l'euro et rejoindre les pays qui n'en font pas partie.

Il n'a jamais été démontré qu'il fallait avoir une monnaie dépassant le cadre national pour croître.

Conclusions

Le retour aux monnaies nationales est moins compliqué que l'on veut nous le faire croire et les plus sombres des objections ne résistent pas à l'analyse.

Tout ne sera pas simple mais les bénéfices économiques seront très rapidement visibles. La sortie de l'euro est en fait la seule alternative crédible non seulement pour notre pays mais également pour nos voisins.

Seul l'aveuglement de nos dirigeants nous ont amenés au bord du précipice.

Changeons de dirigeants pour changer de direction !